

LEGS-Africa

MAGAZINE

N°00 / Déc. 2023



Lumière sur **DIX ANS DE PROPOSITIONS**

pour une Afrique unie, souveraine, prospère et solidaire



Qui sommes-nous ?

LEGS-Africa est une initiative panafricaine d'orientation scientifique, politique, économique et sociale. Un « think tank » regroupant la nouvelle génération de l'élite africaine pour promouvoir la citoyenneté de transformation en Afrique. C'est-à-dire un nouveau type de rapport entre l'Homme africain et son sentiment d'appartenance à une entité géographique, politique, économique et culturelle viable, s'exprimant dans l'unité et prêt à agir pour apporter des changements profonds induits par une stratégie collectivement élaborée.

La mission générationnelle

La vision des pères initiateurs est la mission de notre génération :
 Réhabiliter la vision des Etats-Unis d'Afrique, partagée par la nouvelle génération de l'élite africaine, et la mettre en œuvre par une spirale d'action authentique, inclusive et participative.

La vision

Faire de l'Afrique :

- un continent indépendant, souverain, unifié et performant sur les plans politique, économique, culturel ;
- où s'affirme l'identité de ses populations
- et sont menées des activités de création de richesses dans un système de gouvernance concertée et vertueuse.

Objectifs d'intervention

- Contribuer à l'émergence d'un nouveau type de leadership pour l'éthique et la gouvernance, à partir d'une meilleure connaissance de l'Afrique ;
- Promouvoir une citoyenneté africaine à travers des programmes d'échanges, rencontres et projets d'action collective entre les jeunes porteurs d'initiatives citoyennes de transformation économique et sociétale à travers le partage et la diffusion de valeurs communes et de modes d'action ;
- Concevoir et mettre en œuvre des stratégies à travers des actions de plaidoyer et des programmes structurants en vue de l'amélioration significative du cadre de vie des Africain.e.s ;
- Favoriser le dialogue entre Africains pour identifier ensemble des projets de société et bâtir des consensus capables d'impulser la refondation des Institutions et la réalisation des États-Unis d'Afrique.

Axes d'intervention

- Citoyenneté de transformation
- Gouvernance
- Stratégies et politiques publiques
- Economie sociale et solidaire

6/7 EDITO

- Elimane Haby KANE, Président LEGS-AFRICA

8/17 LES DEFIS DU LEGS

LEADERSHIP, ETHIQUE, GOUVERNANCE ET STRATÉGIES

- **LEADERSHIP - DE LA NÉCESSITÉ DE RELEVER LES DÉFIS DE L'ÉDUCATION** : par Mamadou DRAME, Professeur Titulaire de Sciences du Langage à la Faculté des Sciences et Technologies de l'Éducation et de la Formation
- **ETHIQUE - LETTRE AUX SENEGALAIS : LES VERTUS EN JEU** : par Madou KANE, Historien spécialisé en Égyptologie - Gestionnaire du Patrimoine culturel
- **GOUVERNANCE - LA BONNE GOUVERNANCE PRÉCÈDE L'ÉCONOMIE** : par Dr Khadim Bamba DIAGNE, Enseignant-chercheur à l'UCAD
- **STRATÉGIES - LE PARADIGME DE VALIDATION** : par Thierno Souleymane Diop NIANG, Juriste I Chercheur en Relations internationales - Auteur

18/32 LUMIERE SUR 10 ANS DE PROPOSITIONS

- Célébration des pères fondateurs de l'intégration africaine
- Plaidoyer pour l'économie sociale solidaire
- Pour une bonne gouvernance des infrastructures
- Participation citoyenne par le numérique
- Redevabilité active de la gouvernance de la Covid-19 au Sénégal
- Promotion d'une gouvernance responsable et durable des hydrocarbures au Sénégal
- Lutte contre les FFI et action collective pour l'équité fiscale
- Efficacité des politiques publiques : le budget au cœur des préoccupations des populations
- La jeunesse au cœur de notre stratégie

33/36 LES INITIATIVES COLLECTIVES

- Collectif citoyen des Usagers de l'Autoroute à péage
- Rapport alternatif sur l'Afrique - RASA
- MESURe

37/39 A LA DÉCOUVERTE D'UN PORTEUR DU LEGS

- Dr Ndongo Samba Sylla

40/41 LA COLLABORATION AVEC LEGS-AFRICA PAROLE À NOS PARTENAIRES

- Fatma SYLLA, Responsable de programme - Fondation Heinrich Böll Sénégal
- Djibril BADIANE, Directeur des programmes – IBP Sénégal
- Latyr TINE, Responsable de programme - Gorée Institute

42 EN PERSPECTIVES

- Célébration des 10 ans de LEGS-Africa
- Reprise du programme d'animation scientifique #Jataay
- Publication trimestrielle de la revue du LEGS

43/45 LEGS-AFRICA EN CHIFFRES

- Courbe d'évolution de LEGS-Africa 2013-2023



EQUIPE REDACTION

Elimane H Kane - Directeur de la rédaction
Dieynaba Kane - Coordination
Marem Kanté - Infographie (consultante)
Georges Assyoty Coly - Communication



Édito

Elimane Haby KANE
Président
LEGS-AFRICA

C'est en Juillet 2012, lors d'une conférence organisée au Cap-Vert sur la Gouvernance en Afrique que j'ai rencontré pour la première fois Ndongo Samba Sylla, chercheur et essayiste émérite et qui a eu l'élégance et la générosité de dédicacer son livre « La démocratie contre la République » à notre organisation LEGS-Africa, un ouvrage de déconstruction et révolutionnaire par rapport à la conception la plus répandue de la notion de « démocratie ».

La déconstruction a été au cœur de l'orientation scientifique de l'organisation que nous avons initiée à Dakar le 8 mars 2013, respectant ainsi notre engagement de Praia de créer un cadre organisationnel de réflexion et d'action pour plus d'efficacité dans la mise en pratique de l'abondante production sur les questions prioritaires et historiques du continent africain. D'où le choix de faire de ce cadre un think tank qui allie la re-

cherche-action et le renforcement des capacités des acteurs citoyens pour aboutir à des initiatives de transformation économique et sociale et des politiques publiques efficaces et inclusives.

Le nom de l'organisation est l'émanation naturelle du résultat de diagnostic qui a été fait par une quarantaine d'intellectuels et leaders africains émergents de l'époque sur l'état du continent africain. Les défis majeurs identifiés après une analyse du cinquantenaire de l'accession à la souveraineté internationale de la plupart des pays africains ont été : le déficit de leadership capable de transformer le continent ; le rapport à l'éthique qui renvoie globalement aux valeurs et au respect des principes de prise de décision collective et de préservation du patrimoine commun ; la gouvernance pour mettre en évidence l'incongruence entre la richesse du continent en ressources naturelles et la précarité des conditions de vie de

la majorité des populations africaines ; enfin la stratégie qui renvoie à l'absence de vision partagée à long terme pour mieux positionner l'Afrique dans le monde.

Les Africains de toutes les générations confondues sont ceux qui doivent s'organiser, se donner les moyens pour faire face à ces défis contemporains. Dès lors, LEGS c'est aussi le legs intergénérationnel. Ce témoin qui doit être bien porté et bien transmis aux prochaines générations doit nous permettre, au moment de marquer les 100 ans des États modernes africains post coloniaux, de pouvoir présenter un tableau plus reluisant de ce que serait devenu le continent : une Afrique unie, durablement prospère qui assume sa présence dans le monde. Mais cette Afrique que nous voulons demain se construit maintenant!

Dix ans après, nous sommes invités à faire un premier bilan de notre initiative sur la base des actions menées, des vocations suscitées et des dynamiques imposées.

Dix ans de propositions pour promouvoir la citoyenneté de transformation et influencer les politiques publiques dans des secteurs stratégiques comme la mobilisation des ressources domestiques, la lutte contre les flux financiers illicites, la gouvernance responsable et durable des ressources naturelles, la redevabilité transformationnelle à partir des réponses publiques à la pandémie à Covid-19 qui a révélé des enseignements majeurs en matière de stratégies pour la Souveraineté et l'autosuffisance de nos États faibles en revenus et en structure organisationnelle,... Le contenu de ce bulletin revient sur les activités essentielles et leurs contributions.

Nous voudrions saisir l'occasion pour remercier toutes et tous ceux qui ont contribué à nos réalisations pendant ces dix ans, aussi bien les membres de notre association que les institutions partenaires techniques et financiers. Nous accueillons à bras ouverts ceux qui nous rejoignent pour faire les prochains pas dans la quête de notre vision définie à l'horizon 2060.

Les jeunes sont et restent au cœur de notre stratégie d'action et nous les invitons à prendre leur place aux côtés des aînés pour poursuivre l'œuvre de construction et rendre nos contributions aux politiques publiques encore plus incisives.

Nous renforcerons notre ancrage au niveau territorial pour appréhender les priorités nationales à l'aune des préoccupations des collectivités territoriales.

Ensemble, dans le relai à l'horizon 2060, soyons tous des Porteurs du témoin du LEGS intergénérationnel !

LES DEFIS DU LEGS

Leadership, Ethique, Gouvernance et Stratégies



Mamadou DRAME

Professeur Titulaire de Sciences du Langage
à la Faculté des Sciences et Technologies
de l'Education et de la Formation
Université Cheikh Anta Diop de Dakar

La plupart des objectifs d'apprentissages tournent autour de savoirs et de savoir-faire. Les compétences de « savoir-être » et de « savoir-vivre-ensemble » sont annoncées,

LEADERSHIP

DE LA NÉCESSITÉ DE RELEVER LES DÉFIS DE L'ÉDUCATION

mais on reste encore dans la périphérie, même si des efforts certains sont à noter surtout avec le Nouveau curriculum de l'Education de Base qui va plus loin que les options classiques en matière d'éducation. En plus, l'option de la généralisation de l'Approche par les Compétences a pour objectif d'aller plus loin et de donner aux jeunes apprenants des moyens de vivre dans leur milieu, en adéquation avec la nature (si elle existe encore) qui l'entoure.

Seulement, en plus des connaissances, il reste important, en reprenant les objectifs de l'UNESCO, de donner aux apprenants des compétences de vie. Certaines de ces compétences sont universelles, mais il reste utile de se focaliser sur les besoins propres de chaque société et de mettre le curseur sur ces besoins identifiés.

LEGS-Africa a mis certaines valeurs en avant, notamment le leadership transformationnel dont l'objectif est de faire des jeunes des leaders dans leurs communautés pour conduire à des changements qualitatifs et induire des transformations positives allant dans le sens de renforcer la citoyenneté africaine. C'est également un pas important en vue d'amener les Africains à faire de l'éthique un mode de vie, en plus d'être un guide pour toutes les questions relatives à la gouvernance, à travers des stratégies bien pensées et bien articulées aux besoins de notre présent et de notre futur.

Ainsi, le leadership transformationnel prend tout son sens. Mais le leadership sera vu ici non comme une posture ou une position, mais comme une « attitude » comme le disent bien les spécialistes de la question. Ce qui va amener les citoyens à se rendre compte que c'est l'action individuelle de chacun qui fera transformer la société et que tout commence par le petit geste que l'on fait au sein de sa communauté pour la transformer positivement.

La question de la citoyenneté responsable reste extrêmement importante dans nos sociétés en mutation permanente et où les valeurs essentielles au « vivre-ensemble » sont en train de se perdre à cause d'une communication tournée essentiellement vers l'extérieur. Ainsi, il urge de mettre en place un programme axé sur les questions de responsabilité, d'autant que la restriction des libertés est impossible et le processus est irréversible. Mais étant donné que la liberté ne peut prospérer sans responsabilité au risque de verser dans l'anarchie, il faut former assez tôt les jeunes à prendre conscience que leurs actes peuvent avoir un impact positif ou négatif sur les autres membres de la société.

“ **le leadership transformationnel prend tout son sens. Mais le leadership sera vu ici non comme une posture ou une position, mais comme une « attitude » comme le disent bien les spécialistes de la question. Ce qui va amener les citoyens à se rendre compte que c'est l'action individuelle de chacun qui fera transformer la société et que tout commence par le petit geste que l'on fait au sein de sa communauté pour la transformer positivement.** ”

La question des langues est essentielle. Si l'option du Sénégal est d'utiliser le français comme langue de l'instruction, avec des expériences de plus en plus hardies avec l'utilisation des langues nationales, donc le statut de langue d'instruction ou discipline à enseigner doit être clarifié et son utilisation précisée. Ce qui revient à dire que si on veut que les langues « africaines » soient des médiums d'apprentissage, il y a des préalables scientifiques et pédagogiques à poser et les experts pour le faire ne manquent pas. En effet, la problématique de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif doit être vue non comme une question militante mais comme une question scientifique, didactique, sociologique et sociolinguistique.

Les savoirs sont universels, mais les savoirs endogènes doivent être revisités et revalorisés parce que ce sont eux qui doivent rythmer le quotidien de nos sociétés qui sont particulières même si elles tendent de plus en plus avec la

mise en niveau avec les standards internationaux. Il est vrai que toutes les humanités africaines ne sont pas positives, mais dans toute chose, il convient de retenir et de disséminer ce qui est le plus positif et ce qui peut apporter un plus dans la vie des citoyens. Et, dans nos savoirs endogènes, on peut puiser des connaissances dans toutes les branches de la science au sens le plus large du terme.

Tout cela pour dire que réformer en profondeur les systèmes éducatifs africains et les adapter aux besoins des jeunes de notre époque est essentiel pour développer le continent. En effet, une éducation extravertie est certes importante pour ouvrir les yeux des jeunes et leur donner des moyens d'affronter le monde dans sa diversité, mais privilégier les savoirs endogènes leur permettent de rester scotchés aux valeurs intrinsèques de la société dans laquelle ils doivent évoluer, étant conscients que l'ouverture au monde n'est pas en contradiction avec le fait de rester soi-même en toute circonstance. C'est d'ailleurs tout le sens qu'on donne à la loi d'orientation de l'éducation nationale dans un pays comme le Sénégal.

En effet, dès l'avènement des indépendances, les premiers dirigeants de notre pays ont souhaité mettre en place un système éducatif qui met en avant la fameuse théorie du premier Président de la République Léopold Sédar Senghor de « l'enracinement et l'ouverture » et les programmes de formation étaient censés être calibrés en fonction de cette vision, même si cela a pris plus de temps que prévu puisque les premières années ont été plutôt des clonages de ce qui se faisait dans la métropole. Par la suite, au fur et à mesure que le temps passait, les autorités en charge de l'éducation

“ **La question de la citoyenneté responsable reste extrêmement importante dans nos sociétés en mutation permanente et où les valeurs essentielles au « vivre-ensemble » sont en train de se perdre à cause d'une communication tournée essentiellement vers l'extérieur. Ainsi, il urge de mettre en place un programme axé sur les questions de responsabilité, d'autant que la restriction des libertés est impossible et le processus est irréversible.** ”

ont tenté de redresser la barre après les différentes crises traversées par le secteur de l'éducation, notamment entre autres la crise en 1968, celle de 1973, les états généraux de l'éducation de 1981, les Assises des années 2000, etc.

Malgré tous les programmes mis en œuvre pour changer l'éducation et améliorer les performances des élèves et les conditions de travail des personnels, il y a encore beaucoup de choses à faire. Les défis actuels tournent autour de la problématique des compétences à installer chez les apprenants, la problématique de l'usage du numérique et de la prise en compte de l'intelligence artificielle, la problématique de l'utilisation des langues nationales dans le système éducatif. Tous ces défis ont pour objectif de donner au citoyen sénégalais des moyens de vivre et d'être utile à sa société.



Madou KANE

Historien spécialisé en Égyptologie
Gestionnaire du Patrimoine culturel

ETHIQUE

LETTRE AUX SENEGALAIS : LES VERTUS EN JEU

Lorsque les élites pataugent dans l'incompétence et la cupidité, le peuple se noie dans la précarité, et la débauche. La nation se fait hara-kiri dans une spirale de maux. J'exhorte les élites à se défaire des référentiels d'autres horizons qui polluent leurs matières grises. A s'affranchir des dogmatismes idéologiques qui les éloignent des réalités à assumer. A faire preuve de générosité envers les masses qu'elles ont la prétention d'éclairer et de diriger. Notre élite est en mode échec et peine à harmoniser avec

“ On ne peut gouverner un peuple qui se rend compte que les Institutions de la République qu'il est censé respecter sont dévoyées et désacralisées. ”

cette masse laissée en rade, accentuant une société baroque fonctionnant à deux vitesses.

J'interpelle la classe politique à pratiquer l'art de gérer la cité autrement, à faire siens les principes fondateurs de la République et de la Démocratie qui ne sont pas forcément les modèles importés. Les principes n'ont d'effets positifs que lorsqu'ils sont adaptés au contexte. A nous d'interroger nos réalités et d'inventer un système politique inspiré de ces principes qui sont bien présents dans les méandres de notre histoire mise en berne.

En tant que timonier du navire dans lequel nous sommes embarqués, vous disposez des instruments de gouvernance et des moyens de l'Etat pour hisser nos pays dans les sphères de la modernité. Vous avez le devoir de prendre de la hauteur et de mesurer les préoccupations réelles de votre peuple et de mener notre pirogue à bon port. Votre mission ne consiste pas à gagner des élections mais à servir vos mandants. Les élections constituent le mécanisme démocratique qui permet aux citoyens de choisir librement leurs représentants dans les instances électives. Vos moindres faits et gestes sont perçus et décryptés par les citoyens. Ils impriment la cadence du peuple.

Ce n'est point en achetant la conscience de « laudateurs ou transhumants » plutôt versatiles que vous aurez gain de cause. L'utilisation de

l'argent du contribuable pour combattre un adversaire politique quel qu'il soit ou pour entretenir un clientélisme qui annihile les convictions est inadmissible. Le citoyen républicain a en horreur, l'usage des ressources publiques pour assouvir des intérêts crypto-personnels. L'achat de la conscience qui est la pire forme d'avilissement moral ne doit point prospérer sous nos cieux. On ne peut nullement sortir un peuple de l'obscurantisme en le noyant dans les contre-valeurs, il faudra bannir ces pratiques dévalorisantes.

A quoi sert un dispositif anti-corruption si nos représentants usent de la corruption pour se maintenir au pouvoir ?

Comment voulez-vous que les citoyens paient leurs impôts, s'il s'avère que leurs maigres contributions sont distribuées en prébendes par des prévaricateurs aux fossoyeurs de la nation ? Comment voulez-vous que le citoyen lambda ne cède à la corruption, s'il est persuadé que l'abjecte pratique est d'un usage tout azimut et que toutes ses capacités de résistance sont réduites au néant ?

On ne peut gouverner un peuple qui se rend compte que les Institutions de la République qu'il est censé respecter sont dévoyées et désacralisées.

J'interpelle les guides religieux. Ils demeurent la frange de la société la plus respectée, par le fait que les Sénégalais sont profondément croyants et conscients du riche héritage laissé par des personnalités religieuses de grande envergure. Hélas, nos guides ont tendance à capituler devant les liasses sataniques, devenant les remparts inertes d'une foi désincarnée. Nombreux traînent une notoriété dynastique, devenant des gourous de foules incultes. Cette

“ A quoi sert un dispositif anti-corruption si nos représentants usent de la corruption pour se maintenir au pouvoir ? Comment voulez-vous que les citoyens paient leurs impôts, s'il s'avère que leurs maigres contributions sont distribuées en prébendes par des prévaricateurs aux fossoyeurs de la nation ? Comment voulez-vous que le citoyen lambda ne cède à la corruption, s'il est persuadé que l'abjecte pratique est d'un usage tout azimut et que toutes ses capacités de résistance sont réduites au néant ? On ne peut gouverner un peuple qui se rend compte que les Institutions de la République qu'il est censé respecter sont dévoyées et désacralisées. ”

nouvelle race de “guides” plus temporels que religieux, de toutes obédiences, ont accaparé les lieux de cultes, transformé les sanctuaires en tribunes politiques et travesti les lieux de pèlerinage en parcs d'attraction.

S'il est vrai que le Pouvoir Absolu est d'essence divine, le pouvoir spirituel doit inspirer les mortels et leur servir de refuge le cas échéant. La capitulation des religieux devant le pouvoir politique ouvre la porte aux ondes maléfiques.

J'interpelle les media prompts au sensationnel, enclins dans la crétinisation et le divertissement, à se convertir dans la production de contenus

qui valorisent l'humain. Ils ont l'obligation de ressentir les pulsions positives des masses, dénicher la créativité des jeunes talents, informer juste les populations, sensibiliser efficacement et aider à créer de la valeur ajoutée.

Je supplie la Jeunesse adepte de la facilité à rectifier sa trajectoire, à identifier sa mission, à s'armer de science et à persévérer dans l'effort.

J'encourage les femmes passeuses de vertus à conserver les valeurs fondamentales de notre société, à ne point céder aux sirènes démoniaques d'un occident dévergondé qui exhibe un libertinage sans issue.

Que valent le pétrole ou le gaz si le peuple n'est pas éduqué, si nos anciens perdent la raison, si nos dirigeants sont irresponsables, si nos élites sont incompetentes, si nos jeunes sont désœuvrés et insoucians, si nos femmes sont ingénues.

J'invite à mener collectivement une introspection pour chasser définitivement ces amertumes que je sais partager avec nombre de mes concitoyens. Que chaque citoyen s'évertue à poser un acte fort, quitte à renoncer à un droit afin de rendre notre pays meilleur.

Je nourris cet espoir de transcender les maux que nous entretenons nous-mêmes. Quand les meilleurs d'entre nous seront les dirigeants, le Sénégal sera enfin sur les bons rails qu'il n'aurait jamais quittés. Ceci est dans l'ordre du possible.

“ **J'interpelle les media prompts au sensationnel, enclins dans la crétinisation et le divertissement, à se convertir dans la production de contenus qui valorisent l'humain. Elles ont l'obligation de ressentir les pulsions positives des masses, dénicher la créativité des jeunes talents, informer juste les populations, sensibiliser efficacement et aider à créer de la valeur ajoutée. Je supplie la Jeunesse adepte de la facilité à rectifier sa trajectoire, à identifier sa mission, à s'armer de science et à persévérer dans l'effort. J'encourage les femmes passeuses de vertus à conserver les valeurs fondamentales de notre société, à ne point céder aux sirènes démoniaques d'un occident dévergondé qui exhibe un libertinage sans issue.** ”



Dr Khadim Bamba DIAGNE
Enseignant-chercheur à l'UCAD

GOUVERNANCE

LA BONNE GOUVERNANCE PRÉCÈDE L'ÉCONOMIE

Depuis 1960, nos régimes sont dits démocratiques, mais nous ne sommes pas gouvernés démocratiquement. C'est le grand hiatus qui nourrit le désenchantement et le désarroi contemporains. Nos régimes sont considérés comme démocratiques au sens où le pouvoir sort des urnes à l'issue d'une compétition ouverte et où nous vivons dans un « État de droit » qui reconnaît et protège les libertés individuelles. Démocraties certes largement inachevées. Les représentés se sentent ainsi souvent abandonnés par leurs représentants

“ Le problème est que cette dimension de la politique n'a jamais été pensée en tant que telle. La démocratie a toujours été appréhendée comme régime, et elle n'a guère été considérée comme mode de gouvernement spécifique. ”

statutaires, et le peuple, passé le moment électoral, se trouve bien peu souverain.

Le sentiment de déficit démocratique se nourrit clairement aussi d'autre chose. Pour les citoyens que nous sommes, le défaut de démocratie signifie ne pas être écouté, voire être soumis des décisions prises sans consultation et lesquelles décisions ont un impact sur la qualité de vie des citoyens. Des ministres qui n'assument pas leur responsabilité, des dirigeants impunis dans un monde politique en vase clos qui ne rendent pas assez de comptes, un fonctionnement administratif qui reste opaque.

Le problème est que cette dimension de la politique n'a jamais été pensée en tant que telle. La démocratie a toujours été appréhendée comme régime, et elle n'a guère été considérée comme mode de gouvernement spécifique.

La question pouvait en effet paraître secondaire dans la première forme historique du régime démocratique, celle du modèle parlementaire-représentatif dans lequel le pouvoir législatif dominait tous les autres. Mais c'est maintenant le pouvoir exécutif qui est devenu le pivot, entraînant le basculement vers un modèle présidentiel-gouvernant des démocraties. Alors que c'était auparavant le sentiment de mal-représentation qui concentrait toutes les critiques, c'est en conséquence celui de mal-gouvernement

qu'il faut aussi prendre en compte.

Le propre du Sénégal est d'en être constitué constitutionnellement à ce premier âge de la vie démocratique. Pour différentes raisons. D'abord l'effet colonisation, ensuite les royaumes.

Les partis étant devenus des structures auxiliaires des organes gouvernants, ils ne sont donc pas en position de jouer un rôle positif dans la mise en forme démocratique du rapport gouvernants-gouvernés. C'est manifeste lorsqu'ils participent à une coalition au pouvoir. Mais cela l'est également quand ils sont en situation d'opposition et critiquent dans ce cas le gouvernement en place. C'est en effet beaucoup plus dans la perspective d'une reconquête du pouvoir que dans celle d'une extension des capacités des citoyens qu'ils interviennent, même s'ils en appellent souvent de façon incantatoire à un recours accru à la pratique référendaire. Leur attention est surtout portée sur les rapports du gouvernement au Parlement, étant partie prenante de ce dernier.

Il appartient à la société civile de jouer une partie du rôle des partis politiques pour une meilleure conscientisation des populations, surtout sur les 4 dimensions de la démocratie à savoir :

- Activités citoyennes : conquête du pouvoir au suffrage universel
- Régime politique
- Forme de sociétés
- Gouvernement

L'idéal démocratique est celui d'un établissement proprement humain de l'organisation sociale. Le combat de tout citoyen est le règne de la loi dans un État de droit. Si la loi peut exprimer la volonté générale, c'est parce qu'elle est impersonnelle.

Généralité et impersonnalité sont les deux traits complémentaires qui la caractérisent, dans sa qualité substantielle, d'un côté, et dans la forme du pouvoir qu'elle exerce, de l'autre. Une croissance structurelle et soutenue, qui peut nous amener vers l'émergence, sera la fille de la bonne gouvernance et de l'État de droit.

“ Les partis étant devenus des structures auxiliaires des organes gouvernants, ils ne sont donc pas en position de jouer un rôle positif dans la mise en forme démocratique du rapport gouvernants-gouvernés. C'est manifeste lorsqu'ils participent à une coalition au pouvoir. Mais cela l'est également quand ils sont en situation d'opposition et critiquent dans ce cas le gouvernement en place. C'est en effet beaucoup plus dans la perspective d'une reconquête du pouvoir que dans celle d'une extension des capacités des citoyens qu'ils interviennent, même s'ils en appellent souvent de façon incantatoire à un recours accru à la pratique référendaire. Leur attention est surtout portée sur les rapports du gouvernement au Parlement, étant partie prenante de ce dernier. ”



Thierno Souleymane Diop NIANG
Juriste, Chercheur en Relations internationales,
Auteur

STRATEGIES

LE PARADIGME DE VALIDATION

L'avenir du continent africain est un mur d'une épaisseur incommensurable. Les savants de plusieurs disciplines ont livré leur part de vérité. Les historiens, les économistes, les analystes politiques, les sociologues, les anthropologues, tous ont passé sous la loupe de leurs idées les problématiques du continent. Il faut percer le mystère de son immobilisme constant, afin d'essaimer des grappes d'espérance.

La plupart des Etats sont vieux de 60 ans. Cet âge coïncide avec le plafond qui freine l'élan social de l'individu actif et lui ouvre une brèche de repos. Cette temporalité ne régle pas le

“Le continent est nanti d'outils pour façonner un devenir fructueux. Lorsqu'on jette un regard dans le rétroviseur pour glisser sous la lumière de l'histoire, on observe les instants cruciaux qui ont marqué la marche progressive de l'Afrique et les étapes ratées volontairement ou par la force de l'hôte encombrant.”

cheminement d'une entité politique comme l'État dont le temps long est un allié de son progrès. Le continent n'est pas en retard, n'en déplaie aux éruditions émotionnelles. Toutefois, l'heure n'est plus au panafricanisme romantique qui se nourrit de slogans révolutionnaires ou d'un dégagisme inutile.

La déconstruction est inéluctable et doit frapper de plein fouet tous les segments de la société. Pièce par pièce, presque tous les leviers sociaux sont à démonter pour une refondation. Il urge d'enlever les lunettes d'autrui au travers desquelles on pose un regard vicié sur le monde et surtout sur le continent. Ce qui perpétue la dépréciation ou simplement le complexe ; tares qui neutralisent la libération des énergies d'une majorité jeune et truffée de rêves.

Le continent est nanti d'outils pour façonner un devenir fructueux. Lorsqu'on jette un regard dans le rétroviseur pour glisser sous la lumière de l'histoire, on observe les instants cruciaux qui ont marqué la marche progressive de l'Afrique et les étapes ratées volontairement ou par la force de l'hôte encombrant.

En effet, des normativités ont encadré la trajectoire du continent longtemps avant la collision multiforme avec la civilisation occidentale. Ceci a permis de prendre en charge les questions sociétales qui devaient fonder son évolution. Le dessein de l'Occident fut d'assimiler, faire table rase de l'histoire, et anéantir toutes les richesses immatérielles. La suite de cette entreprise destructrice est d'impulser un paradigme de validation qui allait déterminer les "choix utiles" pour les Africains. Le continent est dans cette geôle de l'histoire depuis plusieurs siècles, pataugeant pour recouvrer dignité et liberté d'agentivité.

Ce constat pointé, subi, vécu, dénoncé, sur une longue durée a fini par rejaillir sur une partie de la jeunesse qui réunit toutes ses forces pour détalier, confiant ses ultimes espoirs à des esquifs véhicules de leur lucidité fragile qui défient l'océan pour leur restaurer une certaine dignité à terme. Ces drames qui attisent nos meurtrissures, mettent au goût du jour l'angoisse qui enlace et rebute dans ce contrat social déshumanisé. Ces hommes et ces femmes, au-delà d'un besoin vital, ressentent l'exiguïté de leur environnement qui trie, série, range, délimite à l'aune des statuts et postures des uns et des autres. Les solutions proposées pour les sortir du gouffre sont tape-à-l'œil ou inconséquentes.

Leur subconscient a enregistré depuis toujours des modèles qui proviennent du logos occidental. C'est La Terre des "réussites", c'est selon l'acception que l'on donne à ce vocable. Là-bas, ils pourront rencontrer d'autres possibilités et seront un jour érigés en héros, après les sacrifices naguère consentis, les obstacles franchis.

L'une des prochaines étapes inéluctables, demeure un voyage au sein de notre état d'esprit. Puisque l'aliénation mentale est consubstantielle au chemin emprunté jusqu'ici. Le projecteur doit être braqué vers les zones affectées du corps social et préconiser les remèdes. Enfin, de fixer le cap de la guérison annonciatrice d'une future autopropulsion.

“ La déconstruction est inéluctable et doit frapper de plein fouet tous les segments de la société. Pièce par pièce, presque tous les leviers sociaux sont à démonter pour une refondation. Il urge d'enlever les lunettes d'autrui au travers desquelles on pose un regard vicié sur le monde et surtout sur le continent. Ce qui perpétue la dépréciation ou simplement le complexe ; tares qui neutralisent la libération des énergies d'une majorité jeune et truffée de rêves. ”



LUMIERE SUR 10 ANS DE PROPOSITIONS

Célébration des pères fondateurs de l'intégration africaine

QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA MORT D'AMILCAR CABRAL

LEGS 

Leadership, Ethique, Gouvernance, Stratégies pour l'Afrique

PRESENTATION DE L'EVENEMENT

Après la commémoration des quatre vingt dix ans de la naissance d'Amílcar Cabral et du quarantième de son assassinat en janvier 2013, à Praia, au Cap Vert, LEGS-Africa prolonge le forum international sur la vie et l'œuvre de ce grand africain aujourd'hui considéré comme le père de la nation capverdienne et chantre de la ré-affirmation de l'esprit des peuples africains.

Amílcar Cabral :
« Pensons par nous-mêmes, pour nous-mêmes »

Nationaliste intransigeant, stratège militaire, poète, diplomate et écrivain, Amílcar Cabral était aussi l'un des plus grands théoriciens de la lutte de libération nationale. Son œuvre a nourri pendant longtemps les mouvements sociaux en Afrique et dans le monde dans les années 1970. Aujourd'hui, avec le recul historique, le monde le redécouvre non seulement comme l'un des plus grands héros de la lutte de libération nationale en Afrique, mais aussi et surtout comme l'un des tout premiers intellectuels africains à avoir compris à quel point la culture nationale était partie intégrante des enjeux de développement social, politique et économique.

Initiatives Leadership, Ethique, Gouvernance et Stratégies pour l'Afrique

LEGS-Africa compte mobiliser les jeunes africains pour la construction d'un projet souverain de progrès économique et social pour la transformation de l'Afrique. A cet effet, LEGS-Africa compte vulgariser les pensées et actions des pionniers de la lutte pour l'autonomie des africains dans la liberté comme le fut Amílcar Cabral. Ce dernier est considéré comme un symbole du patriotisme et de l'audace qui doivent être des valeurs prioritaires de la génération actuelle en Afrique face aux enjeux contemporains mondiaux.

Pedro Pires, un de ces anciens camarades et frères d'armes devenu par la suite premier ministre et président du Cap Vert est l'invité d'honneur de cette journée. Pedro Pires a été aussi lauréat du prix Mo Ibrahim pour la Gouvernance qui récompense d'anciens présidents africains.

"CABRAL, AUJOURD'HUI !"

FONDATION ROSA LUXEMBOURG

avec le soutien de la Fondation Rosa Luxembourg LUXEMBOURG

À l'aube de son existence, LEGS-Africa s'est attelé, avant toute chose, à s'acquitter d'un devoir de mémoire : la célébration des premiers chantres de la liberté et de l'unité des peuples d'Afrique. L'une des premières initiatives de l'organisation fut alors de revisiter l'œuvre d'Amílcar Cabral, à travers un panel, avec le concours de la Fondation Rosa Luxembourg. Ainsi, à l'occasion du 40ème anniversaire de la disparition de ce grand leader panafricain, LEGS-Africa a invité le président de la fondation et ancien Président du Cap-Vert, Pedro Pires, ainsi que d'autres chercheurs spécialistes de Cabral. A l'occasion, d'autres mentors comme Amadou Mahtar Mbow et Pr Abdoulaye Bathily ont prêté mains et pensées fortes en rehaussant de leur présence la célébration d'Amílcar Cabral à Dakar en 2013. Dans cette même optique de vivification mémorielle, l'organisation s'est engagée, avec



Pedro Pires, Abdoulaye Bathily et Elimane H Kane à l'occasion de la célébration de Cabral



Remise du trophée du Penseur Souverain à Amadou E.Kane, Ndongo Samba Sylla et Felwine Sarr

l'Institut Culturel Panafricain et de Recherche, à réaffirmer la vision panafricaniste des précurseurs de l'intégration africaine, à travers le Manifeste pour la construction des Etats-Unis d'Afrique. (à consulter ici <https://urlz.fr/oLhB>)

Cet appel à la refondation traduit l'optimisme de ses auteurs et leur conviction profonde sur la possibilité de faire du continent africain « un monde qui se meut de lui-même, un monde qui avance, un monde d'hospitalité, ou l'on sait créer, donner, recevoir, partager et écouter, un monde dont l'opinion unitaire compte dans les grandes décisions planétaires, un monde qui fasse jaillir toutes les sources vives de la Renaissance africaine ».



Présentation du Manifeste à Samia Nkrumah, fille de Kwame Nkrumah

Cet appel lancé le 28 septembre 2013 laissait déjà transparaître, sans équivoque, les attentes des membres fondateurs vis-à-vis de la jeune organisation, ainsi que la laborieuse mission générationnelle qu'ils se sont imputés.

Pour donner plus d'élan et prolonger le débat autour de la Vision pour une Afrique nouvelle, LEGS-Africa a initié, en partenariat avec L'Harmattan Sénégal, les Perspectives Africaines. Une série de débats qui ont permis de relancer des préoccupations stratégiques lancinantes comme la question de la monnaie souveraine africaine, les enjeux des Flux financiers illicites en Afrique, les Accords de partenariat économiques, la sécurité en Afrique de l'ouest et au Sahel, la démocratie et la jeunesse en Afrique,...

Dans le même sillage a été lancé une série de 12 débats thématiques sur les enjeux et défis stratégiques du continent. Ces débats sont co-organisés avec l'activiste Hulo Guillabert, Directrice de Diaspora Noires. Les Rendez-vous de l'Afrique Consciente ont eu lieu au monument de la Renaissance de janvier à décembre 2016.

Enfin la publication du Manifeste pour la construction des Etats-Unis d'Afrique a suscité

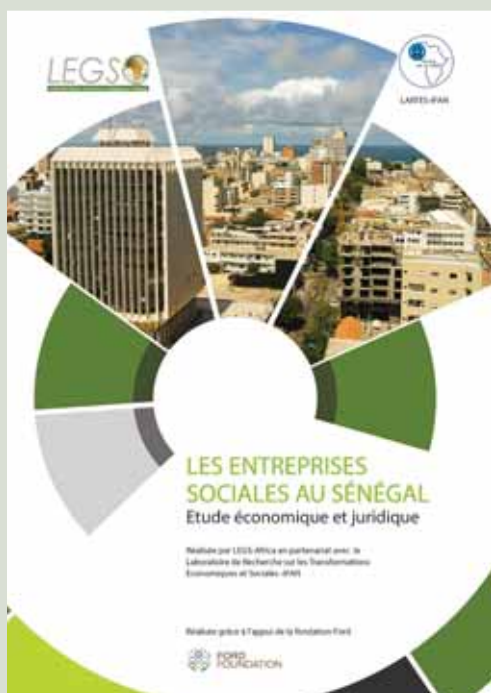
le réveil de cellules dormantes du panafricanisme et permis la mise en place de l'initiative Fédéraliste pour les Etats Africains Unis suite à l'Appel pour le Premier Congrès Fédéraliste Pan Africain lancé depuis Dakar en 2015.

Dans notre engagement panafricaniste nous avons rencontré d'autres jeunes leaders émergents du continent et de la diaspora avec qui nous avons cheminé dans le réseau Africa2.0 dont LEGS est le chapitre du Sénégal depuis 2013. Ce réseau a permis notre participation à plusieurs sommets de l'UA et aux forums de la Fondation Mo Ibrahim.



Rencontre du Board de Africa 2.0 au siège de l'UA à Addis Abeba

Plaidoyer pour l'économie sociale solidaire



LEGS-Africa est convaincu que la croissance durable de notre économie est tributaire de la transformation de sa structure, la mobilisation des ressources domes-

tiques et la culture de l'entrepreneuriat social solidaire. C'est ce qui justifie son initiative de recherche sur l'économie sociale solidaire au Sénégal. Une étude juridique et économique a, en effet, été réalisée sur les entreprises sociales et solidaires au Sénégal pour préparer un plaidoyer dans le sens de faire adopter des réformes sur le cadre juridique des affaires et permettre la promotion d'entreprises sociales solidaires. Ce travail a été initié en collaboration le LARTES-IFAN, avec l'appui de la Ford Foundation.

Ce travail a permis la restitution des résultats à laquelle fut associé le ministère chargé de l'Economie sociale solidaire et a été mis en contribution dans le cadre de l'élaboration de la loi sur l'Economie sociale solidaire du Sénégal votée par l'Assemblée nationale en juin 2021. Il a aussi servi à la préparation de la candidature de la ville de Dakar qui a abrité le premier forum mondial sur l'ESS organisé en Afrique en 2023. (à consulter ici <https://urlz.fr/oLiu>)

Pour une bonne gouvernance des infrastructures

La deuxième étude d'envergure réalisée par LEGS-Africa correspond à l'évaluation économique, sociale et environnementale de l'exploitation de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio. L'étude menée pour le compte Collectif des Usagers de l'Autoroute à péage (CCUAP) a permis de comprendre les mécanismes juridiques et financiers du montage et de l'exploitation de l'ouvrage qui est un cas de partenariat public-privé, et d'analyser les impacts socio-économiques et environnementaux. (à consulter ici <https://urlz.fr/oLkj>) La diffusion des résultats de l'étude a accéléré la renégociation des contrats entre l'Etat du Sénégal et le concessionnaire Eiffage. L'étude permet de documenter l'action citoyenne initiée par le CCUAP, et pour LEGS-Africa d'orienter son action vers la recherche scientifique de maîtrise d'ouvrage des grandes infrastructures, en commençant par une analyse objective de la réalisation de cet ouvrage et des conditions de son exploitation en rapport aux impacts sur les usagers, les populations riveraines, l'environnement floral et faunique et d'autres implications sur l'écosystème de la zone traversée par l'autoroute à péage Dakar-AIBD.

Dans une deuxième phase, un important travail de sensibilisation des usagers de l'infrastructure, des chercheurs, des décideurs et des organisations citoyennes a contribué à une meilleure prise de conscience des enjeux et impacts des infrastructures autoroutières et de l'importance de faire le suivi des engagements de l'Etat dans la renégociation des contrats de l'autoroute Dakar-AIBD pour une gestion inclusive des infrastructures. Cette sensibilisation s'est appuyée sur la vulgarisation des résultats du rapport d'étude d'évaluation d'impact de l'ex-



ploitation de l'autoroute à péage à travers les canaux digitaux et les radios communautaires implantées dans les zones traversées par l'infrastructure. Tout ce travail a été possible grâce à l'appui de la Fondation Heinrich Böll Sénégal. (écouter les émissions ici <https://urlz.fr/oLlr>)

Participation citoyenne par le numérique

Le phénomène Covid-19 a fini de mettre à nu les limites objectives de notre système politique, économique et social, nous astreignant à repenser nos modes de vie et à nous adapter aux configurations nouvelles qu'il a imposées au monde. C'est dans ce contexte de rupture des interactions physiques qu'éclot #Citizenlegs, une initiative d'adaptation innovante qui a permis d'organiser une quarantaine de webinaires sur différents thèmes liés aux problématiques sanitaires, économiques, sociales et politiques révélées par les conséquences immédiates de la pandémie. Soutenu par la Fondation Heinrich Böll Sénégal, ce programme d'animation scientifique mis en place en collaboration avec JEADER a, pendant 6 mois, offert un cadre de participation citoyenne par le numérique, en mobilisant plus d'une cinquantaine d'experts confirmés, d'universitaires, de politiques et de citoyens actifs autour d'une réflexion systémique et kaléidoscopique sur différents secteurs relatifs au développement durable au Sénégal et en Afrique de l'Ouest.

C'est dans la continuité de cette collaboration avec JEADER que naquit RECOLTE qui est le fruit d'une co-construction entre trois organisations qui ont la même vision de ce que devrait être la démocratie. L'initiative avait pour objectif de permettre, d'une part, au citoyen d'exercer son rôle de contrôle et de soumettre des contributions dans une démarche constructive et participative, et d'autre part, aux collectivités territoriales de prendre des décisions en réponse à ces contributions sur la base de données fiables. C'est un espace de



dialogue entre les citoyens, les organisations de la société civile, les structures décentralisées afin d'établir un partenariat inclusif et durable entre les différents acteurs des collectivités territoriales. Grâce à ce projet, LEGS-Africa a élargi son cadre de partenariat au Débat National Numérique de la Jeunesse, une organisation dynamique constituée par et pour les jeunes.

RECOLTE est une plateforme hybride composée d'activités de terrains telles que des enquêtes, des ateliers et workshops sur différentes thématiques autour des enjeux de la gouvernance et impliquant l'ensemble des parties prenantes.



Ainsi qu'un espace numérique, cadre d'expression pour les citoyens, qui permet de suivre les projets en vigueur dans les localités, de faire une évaluation à travers un système de notation, recommandations et suggestions. La plateforme numérique doit disposer également de ressources accessibles notamment des vidéos informatives sur les notions de gouvernance et

participation citoyenne. Il s'agit essentiellement de doter les collectivités d'outils puissants et d'accompagner les populations à se l'approprier. Ce travail a été appuyé par Gorée Institute.

Le travail d'animation scientifique et de contribution au débat citoyen par le numérique s'est prolongé avec l'initiative #Jataay qui nous a permis de mettre en place un espace de réflexion et d'échanges scientifiques autour de thématiques d'actualité nous interpellant. Démarré en 2021, ce programme a réuni près d'une trentaine experts et universitaires qui ont sensibilisé les citoyens, à travers une série de 10 webinaires thématiques, sur des problématiques cruciales, parfois à controverse.

Redevabilité active de la gouvernance de la Covid-19 au Sénégal

En prolongement du travail de réflexion amorcé dès l'avènement de la Covid 19 au Sénégal, à travers le projet #Citizenlegs, LEGS-Africa a initié, en 2021, le projet de Redevabilité active de la Gouvernance sanitaire, économique et sociale de la Covid-19 au Sénégal. Mis en œuvre avec l'appui technique et financier d'OSIWA, ce projet répondait à la nécessité de renforcer le cadre de contrôle et de suivi citoyen de l'action publique. Visant ainsi à contribuer à la transparence et à la redevabilité publiques, le projet s'est articulé sur trois axes : une étude d'évaluation et de perception de la gouvernance de la pandémie à travers une analyse approfondie des mesures sanitaires, administratives, juridiques, économiques et sociales prises dans ce cadre ; une capitalisation

des expériences sociales des populations vis-à-vis de la gestion de la pandémie à travers la réalisation d'une série de vidéos ; et la mise en place d'un instrument digital de suivi et de contrôle citoyen de la gouvernance de la pandémie (#Citizenlegs).

Le projet a été déployé dans trois zones, à savoir Dakar, Guédiawaye et Touba. Conduite par une équipe de recherche pluridisciplinaire, dont un socio-anthropologue, une épidémiologiste et experte en santé en publique, un économiste, une juriste et un statisticien, l'étude d'évaluation et de perception propose, à travers une approche mixte (qualitative et quantitative) : une analyse des engagements pris, des mesures administratives, sanitaires, économiques et

sociales, des actions, des bénéficiaires désignés, des ressources mobilisées dans le cadre de la réponse officielle du Sénégal à la pandémie à Covid-19 (1) ; une documentation des expériences officielles et de leurs limites dans la transparence des processus de reddition des comptes et dans la participation des bénéficiaires à leur évaluation (2) ; une analyse des perceptions et attitudes des populations vis-à-vis de la réponse officielle et leurs exigences en matière de redevabilité (3). Les résultats de la recherche ont conduit à l'élaboration d'une matrice de recommandations fortes.

Parallèlement à la recherche une série d'une dizaine de capsules vidéo et un reportage sur la gouvernance sanitaire, économique et sociale de la Covid-19 au Sénégal réalisés a permis de relater les expériences sociales des populations des trois districts sur l'impact de la gestion publique de la pandémie. Ce travail de capitalisation a mis à contribution des universitaires, des acteurs institutionnels et communautaires, des organisations de la société civile, des citoyens, etc.

Toutes ces ressources générées sont versées dans la plateforme de plaidoyer et de contrôle citoyen #Citizenlegs, mise au point à cet effet.

Cette réflexion autour de la gouvernance globale de la pandémie a ouvert à l'organisation d'autres chantiers. C'est ainsi que, en collaboration avec l'IED Afrique, nous avons initié une série d'ateliers locaux (Mbour, Thies, Dakar) de réflexion et de concertation sur les perspectives d'une relance verte post pandémie axée sur la pêche et l'agroécologie. En outre, nous avons entrepris d'élargir l'évaluation des impacts de la pandémie aux stratégies communautaires de résilience, les réponses psychosociales et l'accès à la justice pendant le Covid-19, notamment en



recueillant les histoires de résilience et les réponses psychosociales des communautés, et en créant un cadre d'échange de bonnes pratiques sur la résilience communautaire et les réponses psychosociales et l'accès à la justice pendant le Covid-19.

Promotion d'une gouvernance responsable et durable des hydrocarbures au Sénégal

Avec l'appui de la Fondation Heinrich Böll Sénégal, LEGS-Africa inauguré, en 2021, son programme « Gouvernance responsable et durable du pétrole et du gaz au Sénégal » par une initiative de mobilisation des OSC afin de les associer dans la réflexion prospective sur les choix économiques et écologiques du pétrole et du gaz au profit du bien-être des populations sénégalaises.

Cette première phase a permis un rapprochement avec les OSC pour leur permettre d'observer une position commune et de proposer leur contribution collective à la gouvernance des ressources pétrolières et gazières. La réflexion qui a favorisé l'élaboration d'une position commune sur le secteur a été éclairée par des experts sur la base d'études réalisées par des partenaires extérieurs (NRGI et Open Oil) et de documents réalisés par LEGS-Africa sur la gouvernance du secteur. La série de webinaires qui a accompagné ce travail de mobilisation a facilité la communication et le partenariat entre eux.

Dans sa deuxième phase, le programme a organisé les conditions de revue par les pairs des implications environnementales, économiques et sociales du projet gazier GTA, notamment sur les communautés riveraines de Saint-Louis. A travers une revue critique, nous avons offert une meilleure lecture de l'EIES



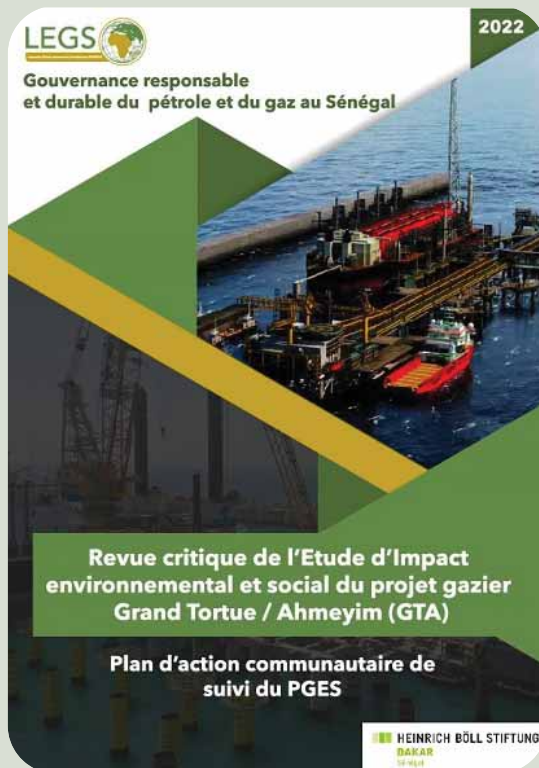
du projet GTA, document très technique, épais de quelques milliers de pages, inaccessible aux communautés destinataires du PGES. Par les débats qu'il a autorisés tout au long de sa mise en œuvre, il a également permis une compréhension approfondie du suivi des impacts, des rôles et responsabilités des différentes parties prenantes dans ce travail, ainsi que des enjeux et défis y liés. Il a surtout permis un rapprochement avec les communautés riveraines qui ont trouvé en cette initiative, un cadre d'échange, d'écoute et de formulation de propositions. Dès lors que leurs préoccupations étaient recueillies et capitalisées, elles ont été accompagnées dans

l'élaboration de leur propre plan de suivi des impacts liés au projet gazier.

Cette deuxième phase a en outre facilité le contact entre différentes parties prenantes, à travers des ateliers tenus, notamment entre société civile/citoyens et acteurs institutionnels. D'autre part, il a contribué au renforcement de la collaboration entre LEGS-Africa et ces derniers, et de nouer de nouvelles relations avec d'autres partenaires, tous concernés par le sujet.

Dans le cadre de ce travail, les communautés ont manifesté des besoins spécifiques en matière de renforcement de capacités et d'échange d'expérience avec d'autres communautés impactées par des opérations extractives. Sensible à cette doléance communautaire, LEGS-Africa a démarré, cette année, la troisième phase du programme par l'organisation, à l'intention des leaders du CLPA (Comité local de Pêche artisanale), d'un voyage d'immersion au sud du Nigéria, auprès de communautés impactées par l'exploitation du pétrole et du gaz. Ainsi, trois membres du CLPA, dont deux hommes et une femme, ont été identifiés sur la base de leurs compétences et de leur engagement au sein de la structure pour participer à ce voyage, sous la conduite d'une équipe de LEGS-Africa.

Aux acteurs choisis, le voyage à Port Harcourt a permis d'une part, de voir concrètement un cas de manifestation des impacts de l'exploitation des hydrocarbures et des conséquences directes et indirectes sur le plan environnemental, économique, social dans une zone de pêche telle que le Delta du Niger. Maintenant conscients des enjeux liés à l'exploitation du gaz, cet apprentissage a suscité chez eux de l'engagement pour lutter pour la préservation de l'environnement et la



survie de leurs moyens d'existence. La sensibilisation sur la réalité des impacts, déjà amorcée lors de la session de restitution, sera prolongée auprès de leurs pairs afin de conscientiser le maximum de groupes communautaires. Ce qui contribue à garantir la durabilité des acquis du voyage déjà renforcés par une formation sur les outils et techniques de plaidoyer dans la gestion des impacts liés aux activités extractives.

D'autre part, le voyage a permis d'établir un contact entre les communautés locales de Saint-Louis et celles du Nigéria pour un partage d'expérience continu dans

la gestion des impacts environnementaux, sociaux et économiques des projets pétroliers et gaziers. A LEGS-Africa, il a permis d'étendre son réseau de partenariat au-delà des frontières sénégalaises à travers sa

collaboration avec la société civile locale de Port Harcourt, notamment la HOMEF.

Par ailleurs, grâce au renforcement des capacités, non seulement les communautés ont acquis de nouvelles connaissances en matière d'outils et de techniques de plaidoyer, mais encore, ils ont pu, avec l'appui du consultant, identifier leurs priorités en matière de suivi des impacts et élaborer leur propre plan de plaidoyer.

Dans le cadre du même programme, LEGS-Africa vient de lancer une nouvelle initiative

de plaidoyer en faveur d'une transition énergétique juste. Ce travail amorcé en ce mois de novembre consiste d'une part, à analyser les cadres stratégique, juridique et institutionnel de la transition énergétique au Sénégal, en comparaison avec d'autres pays engagés dans le JETP, notamment l'Afrique du Sud. D'autre part, il s'agira d'informer et de sensibiliser les parties prenantes sur l'équité climatique et la transition énergétique juste.

Lutte contre les FFI et action collective pour l'équité fiscale

LEGS-Africa travaille depuis quelques années sur la mobilisation des ressources domestiques en rapport avec les souverainetés stratégiques et la lutte contre les inégalités. A cet effet, un travail important a été fait sur les flux financiers illicites (FFI), en insistant sur les pratiques d'optimisation fiscale, notamment dans le secteur des industries extractives sur lesquelles la stratégie unique de développement du Sénégal (PSE) se fonde pour réaliser la croissance inclusive et durable. La fiscalité constitue le secteur le plus important où s'opère les flux financiers illicites au détriment d'une mobilisation optimale des ressources domestiques.

Ainsi, à travers son programme Combattre les Flux Financiers illicites en Afrique de l'ouest, lancé en 2021 en collaboration avec programme régional de lutte contre les FFI de la Coopération internationale allemande GIZ, LEGS-Africa a voulu impulser une synergie,



THEME :

Réduire l'évitement fiscal agressif pour une équité fiscale au Sénégal

01 Mars 2023 

15h00 



Elimane H. Kane
Président Directeur
exécutif de LEGS Africa



Djibril Badiane
Directeur des
programmes de IBP



Aïssatou N. Diop
Présidente SWIT



Marieme G. Thiam
Chargée du programme
Tax Equity / IBP



Dr Malado Agne
SG LEGS Africa
Modératrice



Elimane Pouye
Expert fiscaliste



Représentant.e
de la DGID

WEBINAIRE

Live sur



entre les citoyens, les administrations publiques, les parlementaires, les journalistes et les entrepreneurs privés, afin de les mobiliser pour dénoncer les pratiques irrégulières et mettre en place des réformes à tous les niveaux pour lutter contre les sorties financières illicites en provenance d'Afrique de l'Ouest. C'est dans ce cadre que nous avons renforcé la capacité de journalistes, blogueurs, activistes et membres des OSC issus de 5 pays de l'Afrique de l'Ouest sur les FFI et des sujets

connexes, et mené une campagne digitale de sensibilisation contre les FFI.

La campagne qui a accompagné ces sessions de formation s'est adossée sur des webinaires constituant à la fois une introduction et une continuité des modules. Ils ont ouvert des perspectives nouvelles sur les informations essentielles et les concepts clés, pour bien comprendre les flux financiers illicites. Ils ont été diffusés en live sur Facebook et Youtube,

pour plus d'accessibilité, de participation et d'interactions, le public étant libre de choisir le canal de sa convenance. Dans cette même dynamique, ils sont enregistrés, publiés et partagés sur toutes nos plateformes digitales. Divers experts affiliés à des institutions comme la CENTIF du Burkina Faso, le Forum Civil, ITIE Mali et Sénégal, OSIWA, Transparency International, entre autres ont rehaussé le débat autour de thématiques cruciales.

Aussi, compte tenu de l'importance progressive du déficit budgétaire et de l'urgence de prendre en charge les besoins sociaux de base, de l'accroissement de la dette et du poids de sa charge, de l'impact de tous ces phénomènes sur l'équité fiscale et l'équilibre budgétaire, il est important de chercher des solutions alternatives dans le sens de maximiser les revenus fiscaux. Cette action renforce les efforts du Gouvernement du Sénégal dans le cadre de la Stratégie de Mobilisation des Ressources à Moyen Terme (SRMT) et du programme YAATAL pour l'élargissement de l'assiette fiscale.

C'est ainsi que, sous cet angle, nous avons contribué au programme « Tax equity » de l'International Budget Partnership – IBP. Dans ce cadre, notre action a consisté à mobiliser et à sensibiliser des acteurs clés particulièrement les jeunes, les femmes et autres personnes vulnérables pour assurer leur contribution effective dans le débat d'orientation budgétaire. En les réunissant autour d'une plateforme de partage de connaissances et d'échange d'expériences, nous avons favorisé la qualité du débat d'orientation budgétaire à travers la prise en compte des acteur.trice.s identifié.e.s parmi les plus vulnérables dont l'inclusion pourrait garantir l'équité fiscale.

Surtout, nous avons contribué à décloisonner le débat fiscal qui, jusque-là, était investi par un cercle restreint d'experts et d'initiés, est à le rendre plus accessible pour le grand public.

Il s'était donc agi pour nous d'identifier les risques et de proposer des stratégies de lutte contre l'évitement fiscal agressif et les pratiques fiscales et commerciales illégales, la rationalisation des dépenses fiscales et le financement de politiques sociales par des recettes fiscales dynamiques. Ensuite, de créer un espace de contribution à un débat d'orientation budgétaire ouvert, sensible aux priorités des populations les plus vulnérables, particulièrement les jeunes et les femmes, et en faveur de réformes pour une fiscalité équitable et inclusive. Les différentes problématiques et défis identifiés dans ce travail orientent l'intervention de la plateforme multi-acteurs favorable à un système d'intégrité pour l'équité fiscale que nous avons contribué à mettre en place.

Efficacité des politiques publiques : le budget au cœur des préoccupations des populations

En contribution au programme de l'USAID-Appui à la gestion des finances publiques, LEGS-Africa déroule actuellement, en consortium avec l'Union des Radios associatives et communautaires, un projet qui consiste à mettre en place un mécanisme local d'analyse et de suivi budgétaire pour promouvoir l'efficacité des dépenses dans les secteurs sociaux de base.

Dans ce cadre, une analyse situationnelle des ressources budgétaires et des mécanismes de transfert vers les collectivités territoriales et des dépenses sociales en fonction des priorités des collectivités impactées par l'exploitation du gaz est en cours. Pour une contribution plus efficace au débat d'orientation budgétaire portant sur les priorités locales, ce travail de recherche est complété par des activités de renforcement des capacités des leaders locaux et des médias communautaires sur les mécanismes budgétaires. Cette contribution attendue se matérialise à travers des cadres locaux multi-acteurs de concertation sur l'utilisation des ressources budgétaires provenant des activités extractives et la priorisation des dépenses sociales favorables à la préservation des moyens d'existence impactés.

Parallèlement, des émissions radios et débats numériques sont en train d'être réalisés en vue de sensibiliser le grand public sur les mécanismes budgétaires, la collecte et la

distribution des revenus, particulièrement du secteur extractif, mais surtout de recueillir les préoccupations des citoyens quant à l'efficacité des dépenses sociales par rapport aux priorités territoriales.

Nous avons domicilié l'activité dans les départements riches en ressources extractives pour intégrer cette spécificité dans le suivi budgétaire. Nous nous intéressons aux transferts budgétaires vers les collectivités territoriales pour suivre l'impact de l'utilisation des revenus tirés de l'exploitation du pétrole et du gaz. L'étude permettra d'évaluer le niveau et le taux de transfert vers les collectivités tout en mettant en exergue les besoins spécifiques au niveau de chaque département.



La jeunesse au cœur de notre stratégie

L'un des principes d'action de LEGS-Africa, est de privilégier la promotion des jeunes en associant les activités d'éducation à la citoyenneté de Transformation à des opportunités de création de richesse à partir des ressources locales pour assurer un engagement durable et réduire les risques de démobilitation.

Dans un contexte particulier qui voit la jeunesse se dresser contre la polarisation de la société sénégalaise, il urge de réorienter les politiques publiques en leur faveur. Notre jeune nation fait face à son destin. Dès lors toute la lecture lucide doit être faite. Cela passe par l'écoute active des voix enfouies. C'est pourquoi, l'organisation d'un débat fécond et inclusif s'avère cruciale pour que les jeunes narrent leur propre histoire, qui leur ressemble et les rassemble et qui prend en charge leurs aspirations. C'est de là que découle le concept de la Rencontre nationale de la jeunesse #RNJ, matérialisé pour la première fois en 2021.

Ce concept traduit la contribution de LEGS-Africa à la participation à l'effectivité d'un véritable dialogue qui inclut toutes les franges de la population, particulièrement le groupe social souvent marginalisé qui pourtant constitue la véritable force motrice de transformation, les jeunes. Il s'agit alors, par cette initiative, de favoriser une large consultation des jeunes qui constituent la plus large tranche du plateau démographique du Sénégal. Afin de permettre aux jeunes de



contribuer directement au débat national sur les politiques publiques, recueillir les attentes et conceptions des jeunes sur les actions publiques qu'ils pensent être en mesure de mobiliser autour d'un projet de construction nationale et favoriser l'engagement citoyen des jeunes dans l'appropriation et le portage d'un projet fédérateur de transformation du Sénégal.

Dès lors, il est question d'ouvrir le dialogue sur des sujets tels que l'inclusion des jeunes dans les processus de prises de décisions et au sein des institutions, l'éducation à la citoyenneté ainsi que le patriotisme économique. Cette concertation annuelle qui a eu lieu pour la deuxième fois en 2023, réunit à chaque édition plus de 200 jeunes, hommes et femmes. Entrepreneurs, membres de la société civile et/ou de partis politiques, parlementaires entre autres échangent sur les problématiques cruciales les interpellant afin d'impulser, au moyen de réflexions croisées, une transformation culturelle, économique et sociale durable. Ainsi, la RNJ se veut un cadre permanent d'échange, de dialogue et de



proposition qui, implémenté au Sénégal et en Afrique de l’Ouest, permettra de renforcer les capacités des jeunes, d’enclencher une véritable campagne de plaidoyer pour améliorer les politiques publiques et promouvoir la citoyenneté de transformation. C’est dans cette optique que nous avons initié, en ce mois de novembre 2023, l’initiative “Tabax eleg ak ndaw fii” qui vise à embarquer les candidats à la Présidentielle 2024 dans une véritable aventure de refondation de la République, adossée sur les valeurs cardinales de cette nation. Ce parcours sera fait en compagnie de la frange majoritaire de la population sénégalaise (les jeunes/femmes) dans un élan inclusif et durable qui se prolonge au-delà des élections pour instituer une culture de la redevabilité et du sens de l’honneur.

Il s’agit de libérer la parole par le canal du territoire virtuel, fréquenté par les jeunes. Ce sondage va susciter un débat afin de capter la perception des jeunes sur la gouvernance du Sénégal mais surtout leurs solutions pour un autre Sénégal après la date fatidique de février 2024.

A la suite de ce sondage virtuel, LEGS-Africa va organiser et animer une série de webinaires avec les organisations de jeunes, des GPF, les jeunes leaders d’opinion artistes, sportifs, élèves, étudiant-es, chômeur-es, scientifiques, commerçants, entrepreneurs, journalistes, politiques, les différent.e.s candidat.e.s déclaré.e.s à la présidentielle. En somme, toutes les couches sociales de la jeunesse seront touchées dans l’implémentation de cette dynamique. Ainsi, en prélude de la grande conférence, un rapport de perception et de recommandations sera produit par un consultant chargé de recueillir et faire la synthèse des propositions formulées par les jeunes sur les réseaux sociaux et sur d’autres plateformes physiques (ASC ; associations, quartiers, villages). Par la suite, une session d’échanges avec les différent.e.s candidat.e.s déclaré.e.s à la présidentielle sera ouverte, dont l’objectif est de signer avec eux/elles un contrat de participation à ce programme.



LES INITIATIVES COLLECTIVES

LEGS Africa a très tôt compris que la mise en œuvre de son plan stratégique se fera dans une approche multi-acteurs, inclusive et participative. C'est la raison pour laquelle toutes les actions conçues et mises en œuvre jusque-là n'ont pas dérogé à ce principe d'action qui justifie par ailleurs son adhésion et sa contribution à des initiatives collectives se situant en droite ligne avec ses axes d'intervention. Nous pouvons évoquer, entre autres initiatives collectives, le CCUAP, le RASA et MESURE.

Collectif citoyen des Usagers de l'Autoroute à péage - CCUAP

Le Collectif citoyen des Usagers de l'Autoroute à Péage (CCUAP) a été mis sur pied pour dénoncer les dérives et les abus découlant de l'exploitation de l'autoroute à péage.

« Depuis sa création, le Collectif a mené des actions d'envergure de Dakar à Mbour, en passant par certaines zones impactées par cette autoroute dite de l'avenir. Il a ainsi été constaté de la frustration et de l'amertume chez l'ensemble des usagers rencontrés, notamment à Mbour et Dalifort où des foras ont été organisés respectivement avec les transporteurs et les communautés. Le CCUAP est même allé beaucoup plus loin en organisant une manifestation sur l'autoroute à péage, dans le cadre d'une opération dénommée « Escargot ». L'objectif étant, d'une part, d'amener les autorités à porter à la connaissance des populations les termes du contrat de concession de l'autoroute à la société Senac SA (rebaptisée SECAA), filiale de l'entreprise française Eiffage, d'autre part, et d'exiger une renégociation de cette convention, dans l'intérêt des usagers et des citoyens sénégalais.

La lutte enclenchée par le CCUAP appuyé LEGS-Africa, bénéficiant directement d'un accompagnement technique et financier de la Fondation Heinrich Böll en 2018, ainsi que les

contributions d'autres partenaires comme l'Observatoire de Suivi des Indicateurs de Développement Économique en Afrique (OSIDEA), a permis de mobiliser les usagers et les populations riveraines autour d'une action collective multi-acteurs pour demander une gestion plus efficiente de l'autoroute à péage. Des résultats non négligeables ont été enregistrés, notamment la prise de conscience, aujourd'hui, de beaucoup de Sénégalais sur la nécessité de se mobiliser pour exiger des conditions d'exploitation de l'infrastructure beaucoup plus favorables aux intérêts du Sénégal. Mais des défis majeurs ont été identifiés dans le cadre du renforcement des compétences des acteurs pour une meilleure compréhension des enjeux et des impacts des contrats signés entre l'Etat et les entreprises concessionnaires, particulièrement le défi de la maîtrise de l'information et de l'impact réel de l'ouvrage sur l'économie locale et nationale, sur les finances publiques, sur les moyens et cadres d'existence des populations riveraines, sur l'environnement et le développement durable, sur la santé et la sécurité des usagers,...

C'est dans la perspective d'élargir la réflexion sur la gouvernance des infrastructures routières en général que LEGS-Africa a réalisé, pour le compte du CCUAP, une « Étude socio-économique et environnementale de l'exploitation de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio-AIBD » au niveau des usagers et des communes impactées. En effet, l'autoroute à péage qui a fait déplacer plus de 41 000 personnes, provoqué le déclassement d'une partie de la forêt classée de Mbao, traversé des zones inondables, suscite également plusieurs problèmes liés à la sécurité des usagers et des riverains, à la perturbation de la vie sociale et animalière dans la zone traversée, la nuisance sonore et atmosphérique etc. En plus, depuis le début de l'exploitation de l'infrastructure, les populations ne sont pas correctement informées sur les retombées financières et économiques, sur l'emploi et les communes qui se trouvent dans l'emprise de la concession ne bénéficient d'aucune retombée fiscale. »¹

Rapport alternatif sur l'Afrique - RASA

« Le Rapport Alternatif Sur l'Afrique (RASA) est une nouvelle initiative essentielle d'institutions africaines et internationales de renom (Enda Tiers Monde, Forum du Tiers Monde, CODESRIA, TRUSTAFRICA, Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electorale (IDEA), l'Alliance pour la Refondation de la Gouvernance en Afrique (ARGA), l'AFARD (Réseau des femmes africaines pour la recherche et le développement), l'Institut des Futurs Africains (IFA), Fondation Rosa Luxembourg, LEGS-Africa, West Africa

Cf. Le rapport de l'Étude socio-économique et environnementale de l'exploitation de l'autoroute à péage Dakar- Diamniadio-AIBD, LEGS-Africa, 2020



Think tank (WATHI), Institut Africain de la Gouvernance (IAG), Institut de Prospective Agricole et Rurale (IPAR), etc.). Chacune de ses institutions a été d'un apport incommensurable au plan intellectuel, stratégique, financier pour rendre cette initiative possible.

Devant le kaléidoscope de rapports sur l'Afrique classant les pays du continent selon des critères et indicateurs exogènes et néo libéraux (Doing Business, Banque Mondiale, FMI), le Rapport Alternatif Sur l'Afrique (RASA) vise le renversement idéologique et épistémologique des analyses sur le continent, l'approfondissement et la diversification des enjeux et domaines adressés, et des indica-

teurs de mesure des progrès et de la souveraineté des Africains. Portée également par des personnalités et scientifiques africains de haut niveau, cette initiative élabore des rapports qui reflètent réellement la sensibilité et le vécu des Africains dans les différents milieux où ils se trouvent. Son objectif est de contribuer, de manière décisive, à la consolidation des transformations à l'œuvre dans les sociétés et institutions africaines vers l'autonomie et la souveraineté. Il s'agit de rendre visible les dynamiques et mutations à l'œuvre sur le continent, notamment celles qui sont portées par les Africains dans leur majorité et leur diversité. Le RASA veut par ce biais sensibiliser et renforcer les véritables transformations sociétales qui sont irriguées par un esprit décomplexé, et des capacités d'innovation et de conquête de leur autonomie dont rendent compte trop peu les rapports sur l'Afrique et leurs instruments.

Ainsi, les débats et espaces de définition de stratégies ou de politiques seront alimentés et enrichis par des connaissances endogènes et qui font sens pour les Africains. Ces dernières seront produites sur une base crédible et valorisant les innovations propres aux Africains et renforçant leur autonomisation. Le RASA est également une réponse aux insuffisances des capacités prospectives des institutions africaines et des acteurs qui sont les moteurs des dynamiques du continent. Il va informer les projections africaines sur le futur dans un contexte de retour à la planification à long terme aux échelles nationales et continentales.

Le RASA sera un instrument de mesure des progrès des plans à long terme et des insuffisances dans le sens de la souveraineté de ces projections vers le futur. »²

Cf. Le Rapport alternatif sur l'Afrique (RASA) Numéro 1, 2021

MESURe



« Le RASA, en collaboration avec le Réseau sénégalais des Think Tank (SENRTT), LEGS-Africa et plusieurs autres organisations lancent une grande initiative dénommée Mobilisation pour un engagement national vers la Souveraineté, l'Unité et la Refondation.

Cette initiative collective est née d'un constat : depuis plusieurs mois, le champ politique sénégalais a rendu le climat social délétère avec des manifestations de violences récurrentes qui menacent de fragiliser les fondamentaux de l'unité nationale et de la cohésion sociale. Les Sénégalais sont de plus en

plus inquiets de la radicalisation des positions face à cette situation de crise surtout depuis les événements du 16 mars qui ont causé des pertes considérables en biens matériels et surtout en vie humaine, et la vague d'arrestations qui s'en est suivie.

L'initiative MESURe ambitionne dès lors d'engager les citoyens sénégalais à une réflexion à la fois stratégique, mobilisatrice et constructive d'une véritable dynamique républicaine. Elle promeut et soutient des initiatives citoyennes susceptibles de valoriser et enrichir les acquis sociaux et démocratiques pour la sauvegarde et la préservation du vivre ensemble dans l'Unité et le Dialogue. »

La mise en place d'une coalition nationale pour le Patriotisme économique

Parmi les initiatives collectives, aussi, la mise en place d'une coalition nationale pour le Patriotisme économique, avec le Mouvement M23, les syndicats, le secteur privé national (CNP, CNES, UNACOIS, ...) et des chercheurs comme Amadou Elimane Kane, Ndongo Samba Sylla, Felwine Sarr, Cheikh Tidiane Dieye.

A LA DÉCOUVERTE D'UN PORTEUR DU LEGS :



Dr. Ndongo Samba Sylla est un économiste du développement sénégalais. Il est actuellement le directeur de la région Afrique de l'International Development Economics Associates (IDEAs). Il est l'auteur de *Le scandale commerce équitable. Le marketing de la pauvreté au service des riches* (L'Harmattan 2012) et de *La Démocratie contre la République. L'autre histoire du gouvernement du peuple* (L'Harmattan 2015). Il a coécrit *L'Arme invisible de la Françafrique. Une histoire du franc CFA* (La Découverte 2018) et *De la Démocratie en Françafrique. Une histoire de l'impérialisme électoral* (La Découverte 2024). Il a codirigé *Economic and Monetary Sovereignty for 21st century Africa* (Pluto Press 2021) et dirigé *Imperialism and the Political Economy of Global South's Debt* (Emerald 2023). Membre fondateur de LEGS Africa, Dr Sylla nous replonge dans le contexte de création de l'organisation et partage des éléments d'appréciation du chemin parcouru depuis sa genèse, en 2013.

En tant que membre fondateur, qu'est-ce qui vous a inspiré à mettre en place une telle organisation ? Quelle est la vision de départ ?

C'est en juillet 2012, à Praia, que j'ai rencontré Élimane Haby Kane pour la première fois. Au cours de nos échanges sur l'actualité du Sénégal et du continent, nous avons été en phase sur les diagnostics. Nous avons jugé important de mettre sur pied une plateforme apaisante (indépendante des partis politiques) mais qui aurait son mot à dire sur les sujets d'intérêt que récapitule l'acronyme LEGS. De retour à Dakar, un noyau dur s'est formé autour de personnalités et camarades comme Moussa Mbaye Gueye, Fatimata Diallo Ba et bien d'autres.

Dès le départ, la vocation panafricaniste et transformatrice de LEGS était clairement affirmée et partagée par ses membres fondateurs. Les propos de Joseph Ki Zerbo dans « A quand l'Afrique » et l'injonction de Frantz Fanon sur la mission générationnelle ont été des références permanentes.

Quelle a été votre contribution à ce travail d'édification ?

Mon rôle a principalement été celui d'animateur intellectuel, c'est-à-dire de provoquer les camarades, de les pousser à penser différemment, à s'emparer de certains thèmes peu ou mal abordés et à disséminer nos visions du monde, en tant qu'individus et groupe. De nombreuses rencontres de réflexion, d'échange et de partage ont été organisées au fil des années. Nous avons eu l'honneur d'inviter à nos événements des personnalités comme l'ex-Président du Cap-

Vert Pedro Pires et le Professeur Amadou Mahtar Mbow. Le Manifeste pour les États-Unis d'Afrique, rédigé par Fatimata D. Ba, Mamadou Dramé, Amadou Élimane Kane, Élimane Haby Kane et moi-même a été un bel accomplissement et une source de fierté. Nous ne remercierons jamais assez le poète et écrivain, notre grand-frère et mentor, Amadou Élimane Kane d'en avoir été l'instigateur. Avec beaucoup de générosité, il nous a ouvert les portes de l'Institut Culturel et Panafricain et de Recherche de Yene, un espace de créativité qui a aussi été un incubateur pour LEGS.

Personnellement, en quoi votre engagement pour une organisation comme LEGS-Africa a inspiré vos propres initiatives et contribué à votre carrière ?

LEGS est une école de la vie. Je me suis enrichi de relations humaines de qualité, de luttes et aussi d'espoir que les choses pourront aller dans le sens que nous souhaitons pour le Sénégal et l'Afrique. J'ai essayé de porter les luttes et les aspirations de LEGS à travers mes réflexions et écrits.

Dix ans après, quelles sont vos impressions sur la trajectoire de l'organisation ? Est-elle fidèle à l'orientation que vous (les membres fondateurs) lui avez donnée ?

Je suis très heureux de l'évolution de LEGS. Le groupe s'est agrandi avec des tentacules partout. Les expertises variées de nos membres ont fait de LEGS un creuset panafricain de référence. Notre assise institutionnelle a été le fruit du sens du sacrifice et de l'engagement des un.e.s et des

autres. Tout ceci n'aurait pas été possible sans les grandes qualités de notre Président Élimane Haby Kane : son leadership, son humilité, sa grande expérience, ses talents diplomatiques et son dévouement pour le panafricanisme des peuples. Élimane est le Président du Peuple Réel (PPR), comme j'ai tendance à l'appeler. Le travail qu'il a abattu et continue de mener est aussi sinon plus important que celui attendu de la plupart de nos « élus ». Considérez ceci comme ma (sincère) provocation du jour (rires) ! Avec une petite armée d'EHK, l'Afrique que nous appelons de nos vœux sera bientôt une réalité.

A quoi ressemble un Porteur de LEGS, selon vous ? Quel est le sentiment qui vous anime, en tant que Porteur ?

Un porteur du LEGS est un adepte de la « politique préfigurative ». C'est-à-dire il ou elle doit incarner les valeurs que nous souhaitons voir triompher sur le continent. Les êtres humains sont tout aussi faillibles que les institutions qu'ils créent. Mais l'on constate tous que quelques hommes et femmes intègres peuvent faire la différence quand les institutions s'effondrent et que la société est divisée. La libération de l'Afrique et des Africain.e.s est ce qui nous anime. Pareil projet requiert de s'armer de science jusqu'aux dents (comme disait Cheikh Anta Diop), de se mobiliser et de se donner pour la cause dans la solidarité et la camaraderie. Avec de jeunes collègues de LEGS comme Demba Dia, Abraham Niassy, Dieynaba Kane et bien d'autres, il est permis d'être optimiste.

Quel message voudriez-vous adresser aux jeunes Porteurs, futurs dépositaires du LEGS ?

Je leur dirais de faire ce qu'ils doivent faire chacun.e dans son domaine : apporter chacun.e sa pierre à l'édifice que nous avons à bâtir tous ensemble en portant toujours plus haut les valeurs et le projet de LEGS.

Propos recueillis par Dieynaba Kane
Porteuse du Legs

LA COLLABORATION

AVEC LEGS-AFRICA :

PAROLE À NOS PARTENAIRES



Fatma SYLLA,

**Responsable de programme
Fondation Heinrich Böll Sénégal**

« Malgré son jeune âge, LEGS-Africa est devenu un acteur incontournable dans la sphère des organisations de la société civile au Sénégal. Ce positionnement est dû au fait qu'il a su répondre aux enjeux de son temps en développant des thématiques d'intervention innovantes et concrètes en lien avec les besoins des populations. C'est une organisation qui fédère et qui a la capacité de mobiliser aussi bien les communautés que les décideurs autour des sujets qui font bouger les lignes. LEGS-Africa a été l'un des premiers partenaires de la Fondation Heinrich Böll au Sénégal et ce partenariat s'est renforcé au cours des années en reposant sur les valeurs intrinsèques de justice, d'égalité et de durabilité. Nous partageons avec LEGS-Africa la vision de placer toujours les besoins des communautés au centre des décisions, car nous sommes convaincus que l'implication des différents acteurs améliore la qualité des décisions politiques.

De notre collaboration a découlé de nombreuses satisfactions qui nourrissent l'espoir sur des changements positifs et durables pour le bien des communautés.

LEGS-Africa a activement contribué à la lutte menée par le Collectif des Usagers de l'Autoroute à Péage (CCUAP) avec le soutien de la Fondation, avec comme résultat la renégociation du contrat de concession de l'autoroute à péage, filiale de l'entreprise française Eiffage dans l'intérêt des usagers et des Sénégalais.

Dans un contexte de découverte du pétrole et du gaz, LEGS-Africa joue également un rôle crucial dans le plaidoyer pour une gouvernance transparente et démocratique, économiquement et écologiquement responsable des ressources naturelles au profit du bien-être des populations sénégalaises. Nous sommes fiers et honorés d'avoir accompagné LEGS-Africa dans sa lutte pour une société plus juste, durable et équitable au Sénégal. »



Djibril BADIANE,

**Directeur des programmes
IBP Sénégal**

« J'ai connu LEGS il y a 5 ans et j'ai surtout connu son fondateur il y'a 10 ans. Les valeurs qu'incarne cette organisation sont les bases de tout développement socio-économique. LEGS nous appelle au travail, à l'honnêteté, au sacrifice et à la collaboration pour une Afrique de prospérité et d'équité. »

Les différentes avancées enregistrées dans la Société civile sénégalaise en termes de participation citoyenne et de respect des droits humains durant ces dernières décennies, sont l'œuvre d'organisations progressistes comme LEGS-Africa. Nous leur devons respect et gratitude ! Que ces 10 ans soient fêtés encore dans les 100 prochaines années. »



Latyr TINE,

**Directeur des programmes
Gorée Institute**

« J'ai eu l'opportunité de travailler avec LEGS-Africa dans le cadre du Charter Project Africa qui est un programme qui vise à ouvrir des espaces pour un dialogue multipartite afin de promouvoir la gouvernance démocratique en Afrique. Il contribue aussi à surmonter les obstacles politiques et structurels qui limitent l'engagement de la société civile dans le CADGE. »

Dans le cadre de ce programme dont je suis le coordinateur principal, le Gorée Institute a appuyé 12 OSC du Sénégal, du Bénin, du Nigéria et du Cap Vert, dont LEGS-Africa. Ils ont mis en œuvre un projet très pertinent intitulé RECOLTE qui traite de la redevabilité territoriale en mettant en place une plateforme numérique permettant au citoyen d'exercer son rôle de contrôle ainsi que de soumettre des contributions et aux collectivités territoriales de prendre des décisions en réponse à ces contributions sur la base de données fiables. Cette collaboration fut une très belle expérience de travail avec LEGS-Africa avec qui nous collaborons aussi dans le cadre d'autres projets. Nous participons mutuellement aux activités de LEGS et vice versa et nous faisons appel à son expertise sur les questions de gouvernance lors de nos différents ateliers. J'ose espérer que cette collaboration mutuellement bénéfique pour nos deux organisations sera durable pour que les populations puissent davantage en bénéficier. »

EN PERSPECTIVES

Le chemin vers l'atteinte des objectifs de justice et d'équité sociale est long et fastidieux. Le travail que nous avons amorcé dans ce cadre, à travers nos différentes initiatives citoyennes de redevabilité active, de sensibilisation, de renforcement des jeunes/femmes et des communautés sera renforcé par leur prolongement.

Dans la logique de célébration des 10 ans de LEGS-Africa, nous prévoyons d'organiser, le 23 décembre prochain, une rencontre multi-acteurs (chercheurs, politiques, société civile, etc.) autour de la problématique de l'action publique. Cet évènement est un prétexte pour mobiliser nos membres, les Porteurs du LEGS, pour qu'ils contribuent de façon libre et éclairée à la construction d'un nouveau Sénégal après l'élection présidentielle 2024. Les jeunes seront au coeur de cette entreprise préparée dans le cadre de l'initiative "Tabax eleg ak ndaw ñi" qui permettra aux jeunes de partager leurs diagnostics et espérances sur le Sénégal avec les candidats qui prétendent diriger et les engager sur la redevabilité.

A l'horizon, se profile également la reprise du programme d'animation scientifique #Jataay à travers lequel nous nous emparons des problématiques d'actualité nous interpellant.

La publication de la revue du LEGS qu'inaugure ce numéro introductif est de fréquence trimestrielle. Le premier numéro est dès lors attendu en mars 2024, avec en perspective un point sur les résultats de notre recherche sur la gouvernance de la transition énergétique au Sénégal, et un regard sur l'actualité politique autour de la présidentielle à venir.



SAVE THE DATE

**Célébration des 10 ans de LEGS-Africa
Le 23 décembre 2023**

LEGS-AFRICA EN CHIFFRES

6 études réalisées

77 webinaires

245 personnes ressources

77 notes de synthèses

256 personnes formées

55 factsheets

40 capsules vidéos

214 émissions radios

10 conférences publiques

8 personnes ressources (Perspectives Africaines)

6 Déclarations publiques

27 collectivités territoriales couvertes pour nos activités

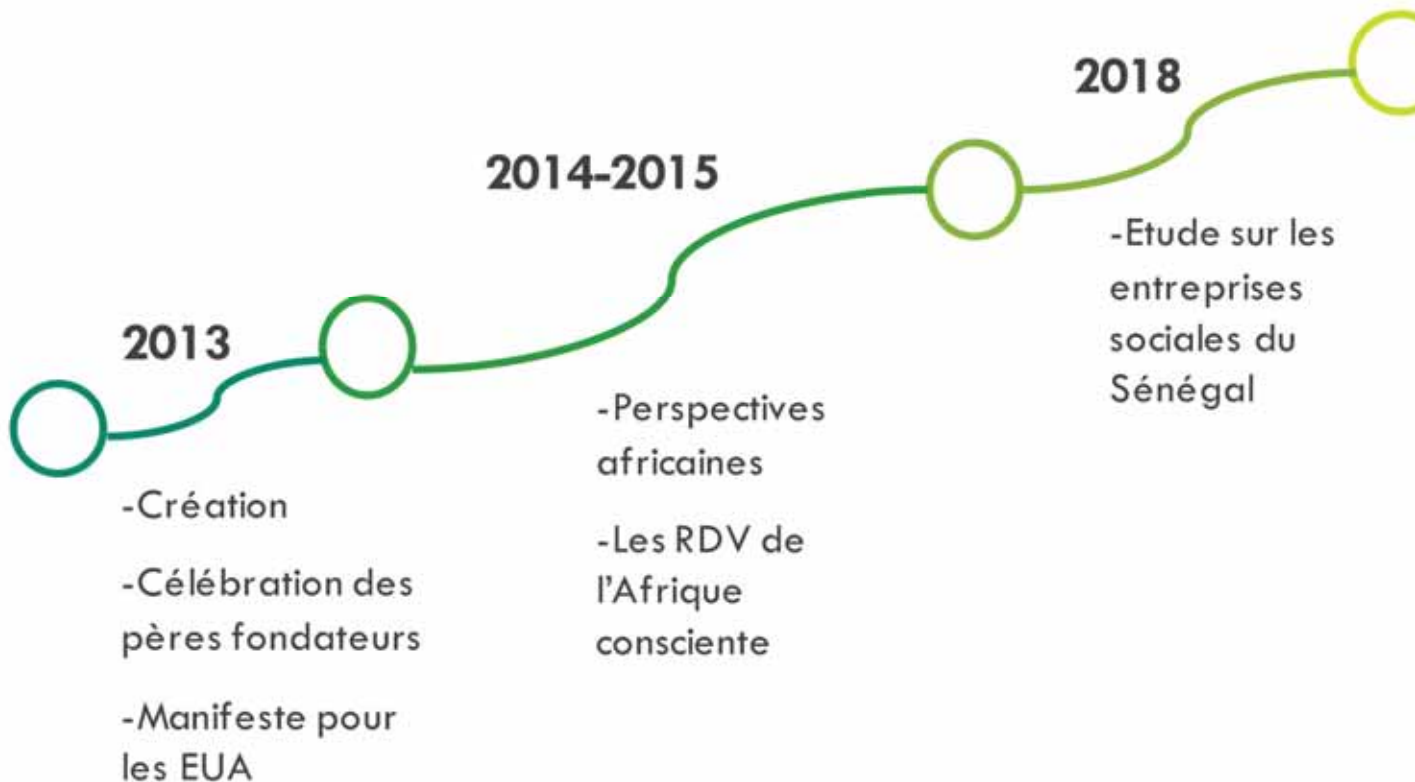
5 pays d'Afrique couverts par nos activités

8121 abonnés à nos pages (Facebook, Twitter, LinkedIn, Instagram et Youtube)

332 606 058 FCFA de financement reçu

LEGS-AFRICA, DE SA CREATION A AUJOURD'HUI

Courbe d'évolution de LEGS-Africa entre sa creation en 2013 et aujourd'hui (2023)







DIX ANS DE PROPOSITIONS

pour une Afrique unie, souveraine, prospère et solidaire

L'équipe



Elimane H. Kane



Dieynaba Kane



Thierno S. D. Niang



Georges Assyoty



Bigué Marcel Fall



Amadou Diallo



Mountaga Thiam



Mame Fily Dieng



Contacts

Adresse:

4, Yoff, route de l'aéroport, 2e étage, Dakar, SÉNÉGAL

Téléphone

+221 77 414 17 64 / +221 33 860 24 87

E-mail:

legs.africa2063@gmail.com

Site web:

www.legs-africa.org / www.citizenlegs.org



Merci à tous nos partenaires

Nos partenaires techniques et financiers



Nos partenaires stratégiques

